

“Inscrire la laïcité dans la constitution serait une erreur”

● Echevine à Molenbeek, Sarah Turine regrette la teneur du dernier livre de Philippe Moureaux sur sa commune.

● Elle désapprouve également l'angélisme dont a fait preuve l'ancien bourgmestre face à la montée de groupes radicaux au sein des quartiers.

● Concernant la procréation médicalement assistée, qui fait débat chez Ecolo, elle estime qu'un cadre légal s'impose.

“Le livre de Philippe Moureaux est une démarche terriblement égocentrée”

Entretien François Brabant et Bosco d'Ötreppe

Islamologue, ancienne coprésidente d'Ecolo, Sarah Turine est actuellement échevine de la jeunesse et de la Cohésion sociale à Molenbeek. Alors que l'ancien bourgmestre Philippe Moureaux (PS) sortait ce vendredi son livre “La vérité sur Molenbeek”, elle propose elle aussi un regard particulier sur la ville.

Philippe Moureaux présente sa vérité sur Molenbeek. Où se situe la vôtre ?

Après les attentats de Paris, il y a eu une focalisation compréhensible sur Molenbeek. Mais cette focalisation a simplifié la réalité, il y a eu de surcroît un jeu de la part de certains politiciens ou chroniqueurs qui ont surfé sur le nom de Molenbeek pour faire passer les émotions qu'ils avaient envie de faire passer. Cela a porté préjudice à l'ensemble de la population. Nous devons être très humbles et prudents lorsque l'on souhaite donner des explications sur Molenbeek.

Pour en revenir à Philippe Moureaux, vous êtes agacée par son mode d'expression ?

J'ai lu une partie de son livre. On vient d'évoquer le fait que Molenbeek est salie et lui, il décide d'écrire un livre non pas

parce qu'il trouve que Molenbeek a souffert, mais parce qu'il estime qu'il est lui-même sali. C'est une démarche terriblement égocentrée.

Vous lui reprochez une attitude égocentrée ?

De manière générale je ne sais pas, mais

dans ce livre, il y a de cela. Philippe Moureaux a fait des bonnes choses pour la commune, mais il a également fait des erreurs, et il n'est pas capable de les reconnaître. Je trouve que ce livre n'amène par grand-chose au débat.

Quelles furent ses principales erreurs ?

Je lui reproche principalement deux choses. La première est d'avoir cru que tout pouvait se résoudre par le socio-économique. Le jour où un jeune a un boulot et un logement, on a réussi, assurait-il. Il balayait complètement les questions culturelles et identitaires. Quand on voit les politiques pour les jeunes qui ont été mises en place sous son règne, on remarque que l'on était dans une politique purement occupationnelle. Mon second reproche, c'est qu'il n'a pas souhaité s'élever face à l'importance croissante que prenaient des mouvements plus radicaux au sein des quartiers. Je pense qu'il en était conscient, mais qu'il ne souhaitait pas critiquer les difficultés au sein de la communauté, car il disait que l'on faisait alors le jeu de l'islamophobie. Du coup, on mettait le couvercle sur un vrai problème.

Ecolo n'a-t-il pas aussi fait cette erreur ?

Sans doute que de manière générale, à gauche, nous avons eu la même crainte. Mais Ecolo n'a jamais écarté les aspects identitaires et culturels.

Le retour du religieux que beaucoup évoquent, est-il identitaire ou réellement spirituel ?

A Molenbeek, ce retour du religieux participe à une quête identitaire. Pour autant, de manière plus large, les questions de sens et de spiritualité réappa-

raissent, et elles réapparaissent également au sein des quartiers. Donc effectivement, même s'il peut s'agir au début d'une démarche identitaire, la question du sens et de la spiritualité finit par s'imposer.

En sachant cela, comment juger la volonté de certains d'inscrire la laïcité dans la Constitution, ou de réduire les cours de religion ?

C'est une erreur totale. On se trompe de combat, et on réinterroge le principe de laïcité en l'inversant. Au départ, la laïcité consiste, tout en clarifiant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à permettre la liberté de culte, et non pas à interdire la présence des religions. Avec ces nouvel-

les propositions, nous risquons de cliver encore plus la société, et donc de favoriser les radicalismes. Il faut un cours de citoyenneté, mais il ne doit pas être mis en concurrence avec les cours de religion. Le fait d'avoir des cours de religion permet aux enfants de faire dialoguer les discours qu'ils entendent à l'école avec celui qu'ils reçoivent dans les mosquées ou à la maison. Plus on affirme que le religieux est de l'ordre du privé, moins cela concerne la société, et plus cela peut être dangereux. La religion construit la société, elle fait partie de l'histoire, de notre culture, nous ne devons pas la cacher.

Par ailleurs, que penser de l'importance des Frères musulmans à Bruxelles ?

On surinvestit cette question. D'ailleurs, que cela veut-il dire être proche des Frères musulmans ? Il s'agit d'une nébuleuse diverse qui n'est pas une école théologique. La plupart de ceux que l'on dit proches des Frères s'inscrivent dans les règles de la démocratie. Pourquoi, dès lors, le fait qu'ils souhaitent vivre leur foi

d'une manière particulière serait-il un souci ? A partir du moment où il dialogue de façon démocratique, nous devons arrêter de voir un ennemi dans chaque musulman qui veut revendiquer une position un peu forte.

Sur ce point, vous êtes d'accord avec Phi-

lippe Moureaux, qui assure qu'il ne faut pas diaboliser les Frères musulmans ?

Mais il y a de nombreux points avec lesquels nous sommes d'accord. Oui, il y a quelque chose de politique chez les Frères musulmans, mais si c'est ça qu'on n'accepte pas, alors, clairement, on va renforcer les clivages et on va au combat. Il faut que l'on accepte de se dire que l'islam fait partie de la société européenne. On ne peut pas reprocher aux Frères de s'affirmer comme musulmans européens. La véritable question est celle de savoir pourquoi, en quelques décennies les wahhabites, qui sont très rigoristes ont pu imprégner de leur pensée une grande partie de la communauté musulmane. Même les gens qui pratiquent leur foi de façon classique, sans être de grands chercheurs en théologie, se sont laissés imprégner. C'est cela qui est le plus inquiétant.

Le ministre-Président bruxellois, Rudi Vervoort (PS), s'inquiétait récemment du fait qu'il était de plus en plus difficile de trouver de l'alcool chaussée de Haecht à Schaarbeek. Qu'en est-il à Molenbeek ?

J'ai été très étonnée par ces propos. Au contraire, à Molenbeek cela s'est fortement amélioré en dix ans. L'emprise intellectuelle des courants rigoristes est encore forte, mais l'emprise sociale l'est beaucoup moins.

“Drogue : la prohibition n’est pas la solution”

Avec du recul, comment analysez-vous l’échec de votre co-présidence d’Ecolo ? Est-elle arrivée au mauvais moment ? La fonction ne vous convenait-elle pas ?

Je pense que je suis plus à ma place ici, comme échevine. Je suis quelqu’un qui a besoin de mettre les mains dans le cambouis, qui aime le terrain. Lorsque vous présidez un parti, vous devez être son porte-parole, et le porte-parole de tous ses compromis. On est également dans le débat d’idées plus que dans la construction de projets. Ensuite, je pense que le parti a commis une erreur stratégique. En 2009, Jean-Michel Javaux dirigeait Ecolo en tandem avec Isabelle Durant. Lorsqu’elle a été élue à l’Europe, tout le débat a été de savoir si elle pouvait bénéficier d’une dérogation pour rester à la tête du parti. Finalement, nous avons suivi les statuts. A l’époque, Ecolo avait le vent en poupe, et on a mis une jeune à l’étrier, sans savoir qu’un an plus tard, surviendrait une importante crise institutionnelle. Je n’avais pas les outils et l’expérience pour gérer une période aussi difficile. Il aurait fallu permettre à Isabelle Durant de rester co-présidente.

La question de la procréation médicalement assistée (PMA) divise aujourd’hui le

PS français. Les féministes y sont souvent opposées. Les associations homosexuelles la défendent. Qu’en est-il chez Ecolo ?

Il s’agit en effet d’un débat très difficile, que nous pouvons rapprocher de deux autres débats : la drogue et la prostitution. Sur ces questions, nous pouvons avoir des positions éthiques et idéales. Mais il y a aussi une réalité. Selon moi, le politique ne peut pas se limiter à des positions éthiques et idéales. Il est là aussi pour mettre en place un cadre qui impose à une réalité déjà existante de respecter certaines valeurs. Dans un cas comme celui de la PMA, on en est là. A partir du moment où il y a un vide juridique, on se retrouve dans une situation qui risque de faire plus de mal ou plus de victimes. Même si idéalement, on aimerait proposer autre chose, que doit-on faire ? Fermer les yeux, se dire que cela n’existe pas alors que cela continue d’exister ? Ma position est plutôt de proposer un cadre qui permette de protéger les femmes, mais aussi les jeunes enfants qui vont naître. La même réflexion vaut pour deux autres situations qui ont existé de tout temps, la prostitution et la drogue. On peut regretter ces situations, mais je ne crois pas que la prohibition va régler les problèmes.